CLASSES ET "RACES", LUTTES SOCIALES ET NATIONALES LES SOLUTIONS D'UN SOCIALISME COLONIAL

C'est seulement après la première guerre que la Fédération socialiste de Tunisie se préoccupa vraiment de réfléchir sur le fait colonial. Doctrine ou théorie ? Il s'agit plutôt en fait de l'élaboration d'un certain nombre de principes de base qui puissent fournir aux péripéties de l'action quotidienne une cohésion. Dans un rapport très important présenté au Conseil National de la S.F.I.O. le 15 juillet 1928, Durel ne prétend proposer d'ailleurs qu'une « politique » (1).

Même en tenant compte de ces restrictions, était-ce bien la tâche d'une Fédération ? Si démocratique et si décentralisé que soit le Parti, la chose surprend tout d'abord. Elle s'explique par la carence socialiste en la matière qui gênait considérablement les activités pratiques des militants (2). D'autre part, la S.F.I.O. dans le Protectorat se présentait comme un véritable résumé de l'Internationale : composée de Français, de Tunisiens, d'Israélites, de Maltais et d'Italiens, elle avait à lutter dans un pays où de nombreuses difficultés de politique intérieure, comme la question indigène, et de politique extérieure, comme le problème italien, se posaient avec acuité. Elle se jugeait donc particulièrement qualifiée, « vivant sur cette terre », pour proposer une ligne de conduite socialiste en matière de colonisation nord-africaine (3).

(1) Joachim Durel, docteur-ès-lettres, fut l'une des figures les plus marquantes du socialisme tunisien. Il contribua à la naissance de la Fédération de la Régence, et joua un rôle important dans l'Union des Syndicats dont il fut Secrétaire Général. Victime de la répression peyroutonienne et remis à la disposition du gouvernement français en 1934, il ne revint qu'en 1937. Il n'eut plus d'action politique et mourut en 1939.

(2) Cf. DUREL (Joachim). — *La politique coloniale du Parti Socialiste*, Tunis, Editions de « Tunis Socialiste », 1929, 22 p., p. 3. Cette constatation a été faite également par les historiens de la II^e Internationale, cf. SEMDER Manuela. — Les socialistes français et le problème colonial entre les deux guerres in *Revue Française de Science Politique*, vol. XVIII, n^o 6, décembre 1968, pp. 1115-1152. Cf. également HAUPP et REBERIOUX. — *La deuxième Internationale et l'Orient*. Paris, Cujas, 1967 ; AGERON (Charles, R.). — « Jaurès et les Socialistes français devant la question algérienne » (de 1895 à 1914) in *Politiques coloniales au Maghreb*. P.U.F., 1972. Les socialistes de Tunisie s'en plainquirent longtemps, cf. notre article « Aux origines du socialisme en Tunisie : la presse démocratique française avant 1914 », in *l'Annuaire de l'Afrique du Nord*, X, 1971.

(3) Voir notre article déjà cité dans *l'Annuaire de l'Afrique du Nord* sur les caractères originaux de la Fédération de Tunisie et ses relations, parfois lâches, avec la direction nationale.

La limitation géographique est volontaire et importante, afin d'éviter toute généralisation qui ne tînt pas compte de la diversité des mondes d'outre-mer. « La colonie se présente à nous sous des formes trop variées, la situation diffère trop, non seulement de l'Afrique à l'Asie, mais de Tunis à Alger et d'Alger à Marrakech, mais d'un département algérien au département voisin, qu'il est illusoire de prétendre traiter cette complexité vivante par la vertu de formules générales ». Cette restriction est, bien entendu, une critique de la résolution de l'Exécutif de l'Internationale proposée au Congrès de Bruxelles en 1928 et qui, pour Durel, « tombe de trop loin et de trop haut » pour donner une vision exacte du réel (4).

Pourquoi avoir attendu la fin du conflit pour prendre conscience de la nécessité de proposer une alternative socialiste à la colonisation capitaliste ? A vrai dire, s'il n'y eut pas avant 1919, de texte de réflexion mis en forme officiellement, la presse, au jour le jour, fournit quantité de notations qui donnent les thèmes principaux de la pensée démocratique. Le souci d'élaboration d'une synthèse répond aux nouvelles conditions de l'après-guerre.

Les faits sont bien connus, nous nous contenterons de les citer brièvement, pour situer les documents étudiés dans leur contexte. Dans ses quatorze points, Wilson, en proclamant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, parut leur fournir la possibilité d'un appui contre l'impérialisme. C'est ainsi que des délégations se succédèrent, à Londres pour les Egyptiens, à Rome en avril 1919 pour les Tunisiens et à Versailles pour les Vietnamiens (5). A l'exception de l'Italie, qui accorda dès le 1^{er} juin 1919 à la Tripolitaine, puis en novembre à la Cyrénaïque — voisins de la Régence — un *statuto* créant un Parlement élu au suffrage universel et un Conseil de gouvernement qui comptait huit musulmans et deux Italiens seulement, les grandes puissances refusèrent toute concession aux nationalistes de leurs colonies. Ceux-ci avaient encore la possibilité de regarder vers l'Est, où Moscou appelait à la révolution sociale et nationale. En effet, parmi les neuf, puis les vingt et une conditions d'adhésion à la Troisième Internationale, la deuxième puis la huitième précisaient que « tout parti qui désire appartenir à la Troisième Internationale est tenu... d'appuyer non seulement par des paroles mais par des faits, les mouvements libérateurs des colonies ». C'était donc le soutien assuré, non seulement de la Russie révolutionnaire, mais encore des prolétaires des pays impérialistes pour les mouvements d'émancipation.

Ceux-ci se développaient précisément en Tunisie. Dès l'arrêt des hostilités, le parti Jeune-Tunisien se transformait en parti Tunisien. Après l'échec de sa démarche à Rome, il décida de tenter de convaincre certains

(4) Cf. DUREL J. — *La politique...*, op. cit., p. 5. Qui ne craindrait pas de commettre un anachronisme serait tenté de faire un rapprochement avec la politique de maintien de la France en Algérie à l'époque de la guerre de libération nationale. L'argument opposé aux métropolitains est typiquement colonial. On comprend mieux le refus de tout effort théorique, sous le prétexte de l'impossibilité de toute généralisation.

(5) Cf. JULIEN (Charles-André). — *L'Afrique du Nord en marche. Nationalismes musulmans et souveraineté française*. Paris, Julliard, 1953, 2^e éd. LETOURNEAU (Roger). — *Evolution politique de l'Afrique du Nord musulmane*. Paris, P.U.F., 1961. CASEMAJOR. — L'action nationaliste en Tunisie, s.l. mol. 356, XII p.

parlementaires français. C'est ainsi que Thaalbi s'installa, avec quelques autres émissaires, en juin 1919 à Paris où il rédigea *La Tunisie Martyre* ; il y réclamait un conseil élu disposant du pouvoir législatif et devant lequel le Bey serait responsable. En février 1920 un parti libéral constitutionnel se formait et publiait un manifeste, suivi le 15 juin 1920 d'un programme en huit points proposé par Ahmed Essafi au Souverain. Il demandait une assemblée élue au suffrage universel, un gouvernement responsable, et exigeait l'égalité entre Tunisiens et Français dans tous les domaines de la vie économique et sociale, que ce soit pour l'attribution de lots de colonisation ou pour la nomination à des postes de fonctionnaires. Une délégation soumettait en même temps ces revendications au Parlement français. L'inculpation de de Thaalbi en 1920 et le maintien de l'état de siège instauré en 1912 à la suite du Djellaz et du boycottage des tramways, montrent que le gouvernement français s'inquiétait de cette agitation nationaliste. A la même époque, le développement des activités d'un parti communiste particulièrement dynamique, rendait la situation encore plus tendue. De manière générale, c'est sous la pression des événements que les socialistes définirent leur attitude. Pour l'étudier, nous disposons d'un certain nombre de documents.

Le Congrès fédéral du 30 novembre 1919 votait la première déclaration de principe ripostant, comme le montre la concordance des dates, aux revendications destouriennes ; elle fut complétée en juin 1920 par un second texte.

Quelques années plus tard, les circonstances exigèrent une nouvelle prise de position. A partir de la fin de 1924, une C.G.T.T. indigène, soutenue par le Parti communiste et, pendant un temps, par le Destour, se développait concurremment avec la C.G.T. d'obédience française et dirigée par des socialistes. Ces derniers se trouvaient opposés à la fois à la répression du gouvernement (6) et à un syndicalisme nationaliste. La réunion en décembre 1924 par Herriot d'une commission consultative tunisienne, dont le programme et la composition n'étaient pas d'ailleurs nettement déterminés, leur fournit l'occasion de faire le point (7). La S.F.I.O. décide alors de publier une déclaration justifiant les réformes qu'elle réclame à la France. La démarche était bien venue, car quelques jours après, réformistes et destouriens renonçaient aux polémiques qui les avaient divisés depuis 1920 et se ralliaient à ce programme. Durel reconnaît par la suite, en 1928, que cette résolution « résume toute notre action socialiste, explique ce que nous appelons une patrie, formule notre conception du socialisme colonial » (8). Elle allait devenir une charte. Le premier congrès interfédéral nord-africain en avril 1926, groupant la Fédération de Tunisie et les Fédérations d'Algérie adopta ce document. C'est ce même texte, légèrement remanié, qui fut présenté au nom du Maghreb devant le Conseil National du Parti, pour l'opposer au projet de l'Exécutif de l'Internationale. Le deuxième congrès d'Afrique du

(6) Incidents bien connus de Bizerte. Arrestations et procès en février 1925 de Mohamed Ali, Finidori...

(7) La commission échoua et Herriot disparaît avant qu'elle ait eu quelque efficacité.

(8) Cf. DUREL J., *op. cit.*, p. 12.

Nord en novembre 1929 réaffirmait son approbation. En 1931 encore, le troisième congrès se contentait d'apporter une correction à un passage de la rédaction antérieure qui pouvait paraître ambigu, et précisait qu'il ne saurait confondre nationalisme indigène et nationalisme européen, le premier n'étant qu'une réaction contre l'oppression alors que le second exprimait une volonté d'impérialisme et de domination. Par la suite, le séjour d'André Philippe en avril 1932 et le débat instauré entre Habib Bourguiba, Sfar et Duran-Angliviel permirent aux socialistes, en réaffirmant leurs principes fondamentaux, de répondre aux critiques des leaders tunisiens. Sous le Front Populaire, les réunions fédérales, interfédérales et nationales ne firent qu'entériner les documents que nous avons cités. C'est donc dans ces textes et dans certains articles de *Tunis Socialiste*, publiés à l'occasion d'une polémique ou d'un événement particulièrement important, qu'il est possible d'analyser la pensée socialiste à l'égard de la Tunisie.

A quel courant idéologique peut-on rattacher la Fédération du Protectorat pour mieux saisir les conditions de sa réflexion en matière coloniale ? On ne décèle guère l'influence de Marx dans le quotidien du parti ou dans les travaux de ses congrès, et son nom n'est cité qu'une fois, en 1931, par un opposant. Durel utilise même un des arguments les plus plats qui aient été avancés contre la définition léniniste de l'impérialisme : la colonisation ne saurait être réduite à une conséquence du capitalisme car elle est vieille comme le monde (9). C'est d'ailleurs à la tradition jaressienne que la S.F.I.O. de Tunisie prétend se rattacher, même s'il est facile de trouver des contradictions entre la pensée du maître et celle de ses héritiers. « Seul le socialisme fera de chaque patrie enfin réconciliée avec elle-même une parcelle d'humanité » cite Durel (10). A cette justification de la colonisation, il était facile de faire répondre par Jaurès lui-même que « le socialisme ne veut pas de nations esclaves, mutilées ou même humiliées et mortifiées » (11). En fait, c'est beaucoup moins une idéologie déterminée qu'un humanitarisme assez vague qui oriente la pensée des sociaux-démocrates de Tunisie. Ainsi la publication d'un ouvrage du Général de Chambrun sur Brazza provoque un éloge de son œuvre par Duran Angliviel (12), et le livre d'Augagneur, *Erreurs et brutalités coloniales* est salué lui aussi avec chaleur (13). Cette faiblesse fut ressentie par certains responsables nationaux. Zyromski soulignait que « tant que nos fédérations coloniales ne seront pas la représentation vivante des milieux indigènes éduqués par les socialistes, notre politique coloniale restera incertaine, contradictoire et sa meilleure expression ne sera guère différente de la politique « libérale » et « démocratique » bourgeoise » (14). Les socialistes se présentent donc surtout comme les successeurs des diverses tendances indigénophiles d'avant la première guerre et le sous-titre

(9) Cf. DUREL J., *op. cit.*, p. 7.

(10) Cf. DUREL J., *op. cit.*, p. 10. La question mérite d'être posée, ne serait-ce que pour montrer le manque de rigueur des coloniaux, comme l'a fait AGERON. Dans son article, il souligne en effet que l'adhésion à la III^e Internationale ne signifie pas que les communistes algériens adhèrent à sa politique en matière coloniale.

(11) AGERON. — *Jaurès et la question algérienne*, *op. cit.*

(12) *Tunis Socialiste* le 11 février 1931.

(13) *Tunis Socialiste* le 22 mai 1927.

(14) *Tunis Socialiste* publie le texte le 1^{er} août 1930.

de leur journal, « pour la fraternité des races », est particulièrement significatif.

La scission de 1920 a privé la S.F.I.O. de ses adhérents les plus avancés qui ont rejoint assez nombreux les rangs du bolchevisme (15). Perte d'autant plus sensible que, dans le Protectorat, le jeune parti communiste s'affirma beaucoup plus vigoureusement anticolonialiste que les fédérations des départements algériens, au moins jusque dans les années 1936 (16).

Est-ce à dire que, comme les joueurs de boules d'Albert Memmi, les socialistes de la Régence étaient de droite ? Les dépouillements des discussions préparatoires aux congrès nationaux nous ont montré que les choses sont plus complexes et que l'on peut situer beaucoup plus justement les Tunisiens parmi les centristes du Parti. Duran Angliviel le note d'ailleurs, non sans une naïve satisfaction : la conformité des votes de sa fédération avec ceux du Congrès de 1929 prouve que celle-ci est bien pénétrée de la doctrine socialiste. « Il est intéressant, pour nous, de constater que notre action locale ne subit pas de déviation, ne se laisse pas influencer par l'ambiance coloniale » (17). Il s'agissait, il est vrai, de problèmes généraux et non de questions concernant l'outre-mer.

Pour celles-ci, M. Sémidéi, propose un classement en trois groupes à l'intérieur de la S.F.I.O., et range les « Tunisiens » dans l'aile droite des défenseurs de l'idée coloniale. La classification est à la fois commode et juste si l'on s'en tient aux grandes tendances et à un niveau doctrinal et général. Pour rendre compte de manière plus précise de la pratique et de la pensée de la fédération, ce sont les nuances qui nous paraissent importantes. Elles montrent bien les ambiguïtés de l'époque.

Certes, *Tunis Socialiste* publie en 1926 de longs extraits de Lucien Deslinières sur « Socialisme et Colonisation » justifiant sans fard l'impérialisme (18). Pourtant, à l'intérieur du groupe favorable à la colonisation, il est facile de remarquer des oppositions qui ne sont pas secondaires. Ainsi lors du Congrès de 1931, malgré la discrétion des comptes rendus, on note des affrontements entre « Algériens » et « Tunisiens » sur des problèmes aussi importants que l'enseignement et la colonisation. Autre exemple, Duran Angliviel fut amené en 1933 à critiquer sévèrement l'attitude des socialistes du Maroc à l'égard du mouvement national (19). Enfin — nous y reviendrons — il n'y eut pas un monolithisme complet dans la Fédération de Tunisie et l'on peut y discerner, sinon une tendance de gauche, du moins certaines positions individuelles plus favorables au Destour puis au Néo-Destour. Il faut enfin souligner que, contrairement à ce qu'écrivent M. Sémidéi et

(15) Assez nombreux pour que les six mandats aient voté l'adhésion en décembre 1920.

(16) In AGERON, *op. cit.*, p. 31. L'appel pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie publié par l'Internationale le 20 mai 1922 fut mal accueilli en Algérie, à la différence de la Tunisie.

(17) *Tunis Socialiste* le 13 juin 1929.

(18) Sur Deslinières cf. HAUPT et REBERIOUX, *op. cit.* et l'ouvrage de DESLINIÈRE. — *Le Maroc socialiste*, P. Giard et Brière, 1918, IV, 356 p. *Tunis Socialiste* qui publie ces extraits en janvier, février et mars 1926 présente leur auteur comme « un grand théoricien ».

(19) Cf. *Maghreb*, juillet 1933, p. 30 et SEMIDÉI, *op. cit.*, p. 1140.

A. Naura (20), la fédération de la Régence n'a pas été mise en minorité par une instance officielle du Parti, que ce soit le Conseil National ou un Congrès. En février 1928, le Conseil National, qui avait à choisir entre la motion de l'Internationale Ouvrière Socialiste qui soutenait les mouvements nationaux et celle des Fédérations nord-africaines qui les condamnait, résolut la contradiction en votant les deux textes à l'unanimité. Attitude inspirée bien sûr par le souci de préserver l'unité du Parti. Mais il nous semble que cette cohésion était d'autant plus facile à maintenir que la différence entre l'aile coloniale et la position centriste de Blum tenait souvent à un accent porté plus ou moins fortement sur des thèmes proches, voire souvent semblables.

Ce socialisme tunisien n'est-il pas cependant très directement déterminé par ce que Duran Angliviel appelait « l'ambiance coloniale » ? Un des ouvrages qui ont analysé le plus brillamment « les difficultés du colonisateur qui se refuse » et conclu à l'impossibilité du colonisateur de gauche, n'est-il pas dû à l'expérience d'un homme qui a vécu dans la Régence ? (21) On connaît les campagnes répétées d'épuration et d'arabisation du Parti communiste en Algérie, on connaît également le parallèle entre la cellule de Sidi Bel Abbès et le bolchévisme colonial russe au Turkestan dénoncé par Safarov et Trotsky (22).

Les critiques contre un « socialisme boîteux » ou colonialiste, à la différence de celui de la métropole, n'ont pas manqué non plus du côté nationaliste (23). On le comprend d'autant mieux que, dans les rangs même du Parti, les témoignages de méfiance n'ont pas manqué. C'est après bien des hésitations que fut acceptée la naissance d'une fédération tunisienne en 1908 (24). En 1928 encore, Durel le regrettait : « quiconque franchissait la mer,

(20) NAURA A., *op. cit.* et Mémoire de Maîtrise sous la direction de J. DROZ. *Tunis Socialiste devant la crise de 1929 et ses conséquences*, Tunis, p. 5 et 196. La fédération de Tunisie ne s'est pas écartée des positions du Parti dans la mesure où il n'y a jamais eu unanimité dans ses rangs. De même, on voit mal comment elle aurait pu élaborer sa propre politique coloniale à laquelle aurait fini par se rallier le Parti. Cf. également SEMDEI, *op. cit.*, p. 1146.

(21) MEMMI Albert. — *Portrait du Colonisé*, Utrecht, J.J. Pauvert, 1966, 185 p., pp. 57-81. Quant à l'Algérie, pour s'en tenir aux travaux tout récents, il faut citer KADDACHE Mahfoud. — *La vie politique à Alger de 1919 à 1939*. S.N.E.D., Alger, 1970, 8°, 390 p. et du même auteur « La question nationale algérienne et le Parti communiste » in *Revue d'Histoire et de Civilisation du Maghreb*, n° 2, juin 1967. Voir aussi REY GOLDZEIGUER Annie. — Quelques témoignages pour une étude du Parti communiste algérien de 1934 à 1937 in *La Méditerranée de 1919 à 1939. Actes du colloque organisé par le Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine* (Nice, 28-31 mars 1968). Bibliothèque Générale de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, VI° section, Paris, 1969, pp. 31 à 44 ; AGERON. — *Jaurès et l'Algérie*, *op. cit.* et « Les communistes français devant la question algérienne de 1921 à 1924 », in *Le Mouvement Social*, janvier-mars 1972, pp. 7-37 ; SCHWETZER Th. A. — Le Parti communiste français, le Comintern et l'Algérie dans les années 1930 in *Le Mouvement Social*, janvier-mars 1972, pp. 113-136 ; SEMDEI, *op. cit.*, pp. 1129 et 1152 ; GALLISSOT R. — Question coloniale, question nationale, présentation du n° du *Mouvement Social*, janviers-mars 1972, et du même auteur *Marx et l'Algérie*, *Mouvement Social*.

(22) In AGERON, article cité, p. 22.

(23) Cf. les premiers articles de H. BOURGUIBA dans *l'Etendard* les 1^{er} et 23 février 1929 repris dans *Les articles de presse, 1929-1934, Histoire du Mouvement national*, Tunis, C.D.N., p. 6-13. Pour Bourguiba, le socialisme en Tunisie a élaboré un programme « sentant d'une lieue le colonialisme le plus rétrograde... Telle a été d'ailleurs la destinée de tous les partis de gauche en France. Franchement égalitaires, profondément épris de justice dans leur pays d'origine, ils s'avèrent, une fois transplantés dans les colonies, d'un égoïsme féroce, ennemis de tout libéralisme, de toute concession... à l'indigène ».

(24) Cf. HAUPP et REBERIOUX, *op. cit.*, p. 147, qui a utilisé un manuscrit de Duran Angliviel sur les origines de la S.F.I.O. en Tunisie. La reconnaissance par le Parti se fit en 1911.

fut-ce pour mener là-bas une vie difficile de travail et de luttes, aux yeux des purs de la Métropole, prenait plus ou moins figure de négrier et de tortureur. Qui s'expatriait pour l'Afrique ou pour l'Asie, reniait le socialisme » (25).

Le mouvement ouvrier en Tunisie serait donc frappé d'une déformation congénitale due à son origine. Le socialisme colonial serait colonialiste parce que création de colons. Charles Lareyne en est un bon représentant, quand il écrit dans *Tunis Socialiste* que la nation tunisienne n'est pas musulmane. « Elle compte aussi des gens qui, venus d'ailleurs — exactement aussi bien que les musulmans — ont apporté à ce pays leur énergie, leur valeur, leurs biens, leurs idéaux, et qui, fixés sur ce sol depuis un demi-siècle, n'ont pas du tout l'intention d'en partir, attendu qu'ils n'y font pas, en somme, plus mauvaise figure, ni plus mauvaise besogne que leurs devanciers musulmans... La Tunisie actuelle est une création des Européens (26) ». Le ton polémique en moins, Durel ne dit rien d'autre devant le Conseil National en 1928 : « Le travail des Européens installés depuis quatre générations au Maghreb a transformé cette terre. Ces hommes rattachés à l'Afrique et qui s'y sentent chez eux ont le droit d'y rester » (27). Leurs défauts même sont parfois regardés avec une indulgence presque complice : ainsi Pellegrin, rendant compte du livre de Maximilien Heller, *Les hommes de proie*, trouve exagérée la peinture qui y est faite des hommes d'affaires, et entend une défense des colons, les « populations africaines » ayant les défauts et les qualités de leur jeunesse, en particulier le dynamisme. On voit mal, dans ce cas précis, la différence qui sépare un écrivain socialiste d'un Louis Bertrand par exemple. Il est vrai que Pellegrin ne devait être qu'un compagnon de route de la S.F.I.O. (28).

En Tunisie comme en Algérie et au Maroc, cette dernière, à la différence du Parti communiste se cantonne en milieu israélite et européen sauf quelques exceptions. Que ses positions politiques en soient influencées, on n'en doute pas quand on étudie le comportement électoral de la fédération ou sa composition sociologique (29). Comment aurait-elle pu accepter « l'expulsion immédiate de ses impérialistes nationaux hors de ses colonies » ? Pour Durel, la chose est absolument impossible (30). Ainsi tout paraît simple, et le refus du nationalisme indigène serait dû à une déviation coloniale. Le fait a

(25) Cf. DUREL, *op. cit.*, p. 4 et ZYROMSKI dans un article sur la propagande socialiste dans les colonies reproduit dans *Tunis Socialiste* le 1^{er} août 1930. Il critique les « Français socialistes qui ne se libèrent pas toujours des préjugés, des préventions vis-à-vis des indigènes ». Tant que nos fédérations coloniales ne seront pas la représentation vivante des milieux indigènes éduqués par le socialisme, notre politique coloniale restera incertaine, contradictoire et sa meilleure expression ne sera guère différente de la politique « libérale et démocratique » bourgeoise. Cf. également le 15 juillet 1934, un article d'EVE NOHELLE qui écrit aux socialistes de Tunisie : « Vous êtes d'un nationalisme inconscient qui justifie le nationalisme tunisien ».

(26) Lareyne in *T.S.* le 6 novembre 1924.

(27) In DUREL, *op. cit.*, pp. 17-18.

(28) PELLEGRIN in *T.S.* le 26 février 1928.

(29) Cf. notre étude des élections à la Conférence Consultative et au Grand Conseil de 1904 à 1934 et notre article in *l'Annuaire de l'Afrique du Nord*, X, 1971, cité, sur la sociologie de la Fédération de Tunisie. Il est certain qu'elle comprend surtout des fonctionnaires et des cheminots.

(30) Cf. DUREL, *op. cit.*, p. 18, comparable sur ce point à tout Français de Tunisie.

été souvent démontré avec rigueur. Il nous semble plus utile de chercher à compléter cette vérité et à la nuancer pour rendre compte de manière plus satisfaisante de l'attitude du socialisme colonial ou métropolitain à l'égard du mouvement de libération nationale.

N'est-il pas quelque peu exagéré d'affirmer que l'évolution vers une politique colonialiste de la S.F.I.O. serait due au rôle et à l'influence des fédérations d'Afrique du Nord (31). Peut-on prétendre que l'existence d'une forte minorité de colons français communistes allait devenir « la (32) source de défaillances particulièrement prononcées sur la question coloniale pour le P.C. Français » (33). Il semble que l'on ait parfois tendance à expliquer les dispositions du mouvement ouvrier français à l'égard des problèmes d'outre-mer surtout par l'influence maléfique de ses actions maghrébines. Cette vision trop simpliste ne sacrifie-t-elle pas à la politique du bouc émissaire ? Il nous semble utile de chercher d'abord en France même les racines de l'attitude française envers les colonies. Albert Memmi a ajouté un complément à son *Portrait du Colonisateur* en critiquant le « mythe du bon métropolitain », qui n'a pas résisté à la difficile décolonisation de l'Algérie et à l'immigration nord-africaine en France (34). L'impérialisme tend à créer, parmi les ouvriers aussi, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat, en France tout autant qu'en Tunisie. Il faut donc se demander si l'on n'a pas tendance à exagérer l'originalité du socialisme maghrébin faute d'études, pourtant possibles, de l'impact de l'immigration et de la colonisation sur le mouvement ouvrier de la métropole.

Remarquons dans le même sens que l'on a peut-être abusé de l'expression de colon sans l'analyser suffisamment. En effet, les dirigeants démocrates en Afrique du Nord sont en grande majorité membres de professions libérales — donc moins dépendante du système que le fonctionnaire ou le terrien — et souvent, en Tunisie, d'origine israélite, ce qui en fait des colons peut-être, mais des colons très différents des petits blancs ouvriers ou fonctionnaires (35). On peut penser que, si la défense des intérêts matériels de la

(31) Cf. SEMIDEI, *op. cit.*, p. 1151 et NAURA, *op. cit.*, p. 5.

(32) C'est nous qui soulignons.

(33) Cf. SCHWEITZER, *op. cit.*, p. 117.

(34) Cf. MEMMI A. — *L'homme dominé*, Paris, Gallimard, 1968. Engels et Marx avaient déjà exprimé leur inquiétude devant le soutien de l'impérialisme par la classe ouvrière anglaise, et après le Congrès de Stuttgart en 1907, Lénine avait montré qu'une « large politique coloniale a conduit à ceci que le prolétariat européen, en partie, tombe dans une situation telle que ce n'est pas de son travail que vit toute la société, mais du travail des indigènes coloniaux presque asservis... C'est ainsi que se crée dans certains pays, la base matérielle et économique de la contamination du prolétariat... par le chauvinisme colonial ». Faut-il enfin citer les passages classiques de *L'impérialisme...* ? « L'impérialisme crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat, par là même il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide ». Ce jugement sur l'Angleterre est encore plus vrai pour la France, qui vivait en partie de la tonte des coupons fournis aux pays étrangers et du travail manuel des ouvriers étrangers. Citations tirées de *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* et extraits du Congrès de 1907 cités par Hélène CARRÈRE d'ENCAUSSE et Stuart SCHRAM. — *Le Marxisme et l'Asie*. Paris, Colin U., 1965, pp. 35, 173, 183.

(35) Cf. les pages remarquables de MEMMI A. leur lecture, les Israélites semblent moins insérés dans le groupe dominateur que douloureusement conscients de leur déchirement. Deux des Secrétaires de la Fédération de Tunisie furent des Israélites, le Docteur Cattani et le Docteur Cohen-Hadria ; ce dernier, Israélite tunisien naturalisé français, fut Secrétaire Fédéral de 1927 à 1938 et de 1948 à 1956. Né en 1898 à Tunis, il est l'auteur de *Souvenirs d'un témoin socialiste*. Tunis, inédits, 1960.

communauté française avait à leurs yeux une grande importance, ils obéissaient également à d'autres impératifs.

Pour eux, l'humanisme représentait un apport capital de la civilisation européenne dans une Tunisie gouvernée despotiquement, administrée arbitrairement, où la misère et l'ignorance du peuple le poussaient au fanatisme et à la xénophobie. Il s'agissait d'introduire dans la Régence le Progrès et d'en faire bénéficier également toutes les « races » (36). Dans cette lutte, qui leur valut la répression, ils n'hésitèrent pas à aller parfois à contre-courant des sentiments de leurs compatriotes quand ils leur semblaient contraires à l'idéal. Au moment des émeutes du Djellaz, en avril 1938 comme en bien d'autres occasions, ils ont constaté le fossé qui existait entre leur position et les haines raciales qui se développaient en milieu français. « Ce n'est pas rigolo d'être arabophile par les temps qui courent... vos compatriotes ont l'air de vous regarder de travers, un peu comme un traître, comme un déséquilibré, un anarchiste ou un créancier. Vos amis mêmes vous considèrent avec une grande pitié et craignent un peu de se compromettre en votre compagnie... ou « Ah ! la grande, la seule vraie douleur ! les âmes sincères qui se ferment et deviennent hostiles, l'amitié vraie qui se fait pitoyable pour excuser par le pardon ! le calvaire de l'incompréhension, il nous faudra le subir, camarades ! Il nous faudra traverser le désert de la solitude morale » (37).

Nous ne prétendons certes pas que les militants de la Régence aient toujours suivi ces chemins de crête. Notre propos n'est pas de porter un témoignage au tribunal de l'histoire, mais de souligner les ambiguïtés qui étaient d'abord celles de l'époque. Le droit d'asile accordé aux nationalistes tunisiens en 1933 (38) et la répression peyroutonienne qui s'abattit sur *Tunis Socialiste* montrent assez qu'il a pu paraître dangereux au pouvoir en plusieurs occasions (39).

En effet, la condamnation de la colonisation capitaliste était particulièrement vigoureuse. Les analyses des socialistes maghrébins font clairement apparaître que la Régence est une colonie capitaliste gérée par l'administration française pour le compte des puissances d'argent internationales (40). Les profits des grands intérêts : C.F.T., Sfax-Gafsa, compagnies portuaires et minières, compagnie des tramways et leurs relations avec la finance fran-

(36) Cette démarche fut celle des docteurs Cattan et Cohen-Hadria, les deux plus importants secrétaires de la Fédération. Parmi les autres dirigeants, citons un docteur-ès-lettres, Durel, un avocat, Duran Angliviel, un artiste, Fichet. Cf. notre étude sur les origines du socialisme en Tunisie, *op. cit.*

(37) Cf. T.S. du 16 avril 1922 : après les incidents qui ont opposé le Bey et la Résidence Générale et les manifestations tunisiennes à l'occasion du voyage de Millerand. En février 1934, l'échec des socialistes aux élections du Grand Conseil peut être imputé à leur attitude libérale à l'égard des nationalistes. Le droit d'asile qu'ils leur accordèrent leur fut reproché par la colonie. Cf. T.S. le 28 février 1934 qui doit se justifier auprès de ses sympathisants désorientés. On pourrait multiplier les exemples : en 1912 déjà, le même phénomène s'était produit, cf. notre étude sur les élections à ce sujet.

(38) Le 1^{er} juin 1933, il est décidé d'accorder les colonnes de T.S. aux journalistes tunisiens victimes des décrets beylicaux des 6 et 27 mai.

(39) Sous Peyrouton, expulsion de Durel et de Bouzanquet, procès de T.S. le 30 avril 1935.

(40) Cf. DUREL, *op. cit.*, p. 19.

gaise et européenne sont parfaitement saisis et dénoncés. Leurs liens avec le pouvoir, par l'intermédiaire de la *Dépêche Tunisienne* par exemple, sont aussi mis à nu. Le journal entreprend régulièrement des campagnes pour les fellahs spoliés, comme ceux de Takrouna ; le 7 mars et 5 avril 1934 il rappelait que « la France n'est pas ici chez elle... la France faillit à sa tâche en Tunisie et n'a plus qu'à s'en aller, si un pays, dont internationalement elle assure la protection crève de faim » (41). Au moment du Front Populaire, les efforts répétés des socialistes faillirent aboutir à une nationalisation des compagnies concessionnaires des ports et des chemins de fer, qui aurait porté un coup très dur au capitalisme dans la Régence. Ce n'est pas seulement au Néo Destour que *La Dépêche Tunisienne* et la droite coloniale s'attaquèrent avec fureur, c'est également à la gauche qui, ayant l'oreille de Paris, pouvait enfin essayer de réaliser sa colonisation socialiste, considérée jusque là comme une aimable utopie.

Le second grand thème était la critique des institutions tunisiennes : le despotisme beylical, la toute puissance des Résidents Généraux, l'arbitraire de l'administration comme de la justice et la législation anti-libérale contraires à la démocratie française (42). Affirmant dans son sous-titre la volonté de lutter pour la fraternité des races, *Tunis Socialiste* s'attacha à dénoncer tous les racismes, celui du colonisateur comme celui du colonisé.

Mais tous ces réquisitoires ne constituent pas une analyse solide de la crise que traversait la Tunisie. La décadence de l'économie et de la société traditionnelle en raison de l'appropriation des terres des indigènes, de la concurrence des produits industriels européens et de l'expansion démographique ne fut que partiellement expliquée (43). Il est vrai qu'à cette époque le ton officiel est optimiste comme en témoignent les publications du cinquanteaire, et que l'on ne peut guère citer d'études satisfaisantes dans l'opposition. Les descriptions de Tahar Haddad se trouvent aussi dans *Tunis Socialiste*.

Il nous a paru intéressant d'indiquer l'opinion de Durel, l'un des créateurs de la S.F.I.O. et le secrétaire de la C.G.T., au sujet de l'introduction des Conseils de Prud'hommes dans l'artisanat. A ceux qui s'opposaient à leur instauration sous prétexte qu'ils n'étaient pas adaptés à une activité traditionnelle, Durel répond « qu'il est vain d'espérer sauver l'artisanat tunisien. Des formes archaïques de production sont condamnées à disparaître : c'est tant pis pour elle si la chéchia tunisienne ne se sauve qu'à la faveur de salaires moyenâgeux ». Elargissant le débat, il conclut : « s'il ne se résigne pas à se coucher dans la poussière de son passé, il faudra bien que l'Islam

(41) Les deux articles firent l'objet de poursuites dans le procès de T.S. en avril 1935.

(42) Les ouvrages de A. DURAN ANGLIVIEL. — *Ce que la Tunisie demande à la France*, Tunis, 1921 et *La législation de la presse et les libertés publiques en Tunisie*. Paris, Nouveau Prométhée, 1936, sont deux critiques sans concessions au régime. Duran Angliviel, né en 1877, ancien pasteur, avocat, est arrivé en Tunisie en 1905. Rédacteur au *Courier de Tunisie*, puis à la *Dépêche Tunisienne* qu'il quitta pour *Tunis Socialiste*. Un des fondateurs de la Fédération de Tunisie, premier élu au Grand Conseil en 1923, il quitta le Parti Socialiste en 1947 pour se rapprocher du Parti communiste.

(43) Ce sont Hassan Guellaty et Mohamed Nomane qui analysent cette crise à partir de 1929 surtout.

s'adapte au rythme accéléré de la vie moderne. L'usine, la grande production représentent le progrès, nous ne pouvons empêcher la roue de tourner, nous pouvons seulement souhaiter qu'elle écrase le moins possible » (44).

Pour comprendre les socialistes de Tunisie, il faut se souvenir que les années 1930 ont vu fêter le centenaire de la colonisation en Algérie et son cinquantième en Tunisie. De la condamnation de l'expansion capitaliste, ils n'inféraient donc pas la condamnation de toute expansion. La colonisation, c'était la roue qui tournait.

Ils proposaient donc une alternative autre que le nationalisme, qu'ils réprouvaient tout autant que le colonialisme.

« Notre programme colonial déplaît autant à M. Tridon qu'aux nationalistes indigènes, c'est parfait », lit-on dans le journal (45). Ce genre de réflexion revient souvent, comme si cette double opposition était la caution de la justesse des positions de la S.F.I.O. Durel le rappelle avec force (46) en répondant à la motion de l'Exécutif de 1928. « Vous nous dites : « Faites du nationalisme indigène, mais n'oubliez pas l'Internationale », nous avouons ne pas comprendre. Nous disons d'abord que le parti socialiste ne doit pas se faire l'entraîneur des nationalismes indigènes, ni davantage son suiveur, son rôle n'est pas de remorquer nations et patries, il n'est pas non plus de se mettre à la remorque ». L'argument, qui se présente comme de pure orthodoxie marxiste, a été souvent utilisé. Pour les socialistes, « la besogne du temps présent c'est d'affranchir le prolétariat » (47), car « un prolétariat est né qui n'existait pas avant l'occupation française et qui, groupant chaque jour plus nombreux, Arabes, Italiens et Français, ici comme ailleurs doit accomplir sa mission » (48). C'est la révolution sociale, la lutte des classes, qui portent l'avenir et non la guerre des races.

Le rôle du mouvement ouvrier est d'unir les ouvriers aujourd'hui divisés par les inégalités de salaire et plus encore par la diversité religieuse et le poids des traditions, que les nationalistes prépondérants ou colonisés, veulent préserver au lieu de détruire. C'est pour sauvegarder l'unité de la classe ouvrière que la C.G.T.T. a été dénoncée en 1924 et en 1937, comme une entreprise de division au nom d'une patrie imaginaire.

Comment se présente donc cette pseudo-patrie tunisienne ? Elle ne s'est pas, à la différence des nations occidentales, construite lentement dans le passé. Dans le présent, les socialistes ne voient rien d'autre qu'une poussière d'individus rassemblés dans une société archaïque. « A qui examine sans parti pris la situation, il apparaît que ce pays indigène présente tous les caractères d'une féodalité : absence d'unité nationale, mais unité religieuse cimentant un bloc de servitudes. Grands seigneurs et serfs de la terre (khammessat), confusion des pouvoirs, confusion des deux domaines spirituel et temporel, nul sens de la légalité, de la liberté et de la responsabilité

(44) T.S. du 5 février 1925.

(45) T.S. des 16 et 17 mai 1928.

(46) In DUREL, *op. cit.*, p. 6.

(47) DURAN ANGLIVIEL in T.S. du 30 décembre 1937.

(48) In DUREL, *op. cit.*, p. 14.

civique, un troupeau d'hommes qu'enchaînent la tradition et l'ignorance et que déciment de grandes misères » (49).

Pour comprendre cette indigence de pensée en matière de culture indigène, il faut tenir compte des données de l'époque. C'est de l'Ouest que soufflait le vent, apportant progrès et colonisation dans un tout alors difficile à dissocier. Alors que les prépondérants voulaient conserver le monopole de la modernité aux colonisateurs et en faisaient un instrument de domination, les socialistes offraient l'accès à une civilisation qu'ils jugeaient supérieure, mais au prix d'un véritable reniement de soi. L'incompréhension de la gauche française dans le domaine culturel fut totale. Elle ne vit que vanité ou duplicité dans le souci de préserver une personnalité tunisienne qui entraînait les jeunes élites de formation moderne à défendre parfois les symboles de l'Islam le plus retardataire aux yeux d'Européens. Parmi les multiples sujets de polémique qui opposèrent dans ce domaine socialistes et « Jeunes Tunisiens », on peut citer la femme, le voile, la place de la langue arabe dans l'instruction, la chéchia...

C'est furtivement que certains manifestent le souci de préserver, de connaître et de faire connaître les aspects les plus riches de la civilisation musulmane (50). Nous ne pouvons guère citer qu'un exemple dans *Tunis Socialiste*, celui de Pellegrin qui, écrivant sur la crise de l'impérialisme, montrait que l'Europe ne pouvait plus compter pour ses conquêtes coloniales sur sa seule force, mais devait également prendre en considération les facteurs moraux. Il fallait qu'elle permît aux autres civilisations d'apporter leur part contributive à l'établissement d'un idéal supérieur (51). Remarque sans grande portée. Dans ce domaine, la Fédération de Tunisie, sans le savoir d'ailleurs, était beaucoup plus proche de l'eurocentrisme de Marx que de Jaurès (52). Le docteur Cattani ne consacrait-il pas une longue étude — peu convaincante, mais à coup sûr irritante — à la démonstration que le peuple tunisien « ne peut prétendre avoir eu une civilisation propre » (53).

La situation coloniale ne laissait guère aux individus le choix des armes, et Mohamed Nomane (54) sut bien montrer que le conservatisme culturel et religieux était une réaction de défense. Les colonisés sentent sous la menace perpétuelle des visées des colons et « nous n'avons pour lutter contre elles que les institutions, critiquables sans conteste, qui ont été léguées et dont nous entendons user faute d'autres armes plus modernes et plus efficaces. Ces institutions personnifient à nos yeux les éléments de notre unité nationale et religieuse et, malgré leur précarité, nous y tenons parce que nous n'avons qu'elles à opposer au flot envahissant des colons » (55).

(49) In DUREL, *op. cit.*, p. 14.

(50) Cf. HAUPT et REBERIOUX, *op. cit.*, p. 52 et AGERON, *Jaurès, op. cit.*, p. 10.

(51) PELLEGRIN in T.S. du 24 août 1930.

(52) Cf. GALLISSOT. — *Marr et l'Algérie, op. cit.*, p. 15.

(53) T.S. du 24 décembre 1927.

(54) Mohamed Nomane né en 1875, avocat. Participe au mouvement Jeune-Tunisien, est déporté après l'émeute du Djellaz et le boycottage des tramways. Membre du Parti socialiste jusqu'en 1933, date à laquelle il se retire de la vie politique.

(55) T.S. du 3 décembre 1931.

C'est donc sur « ce ramassis de vieilleries » que certains prétendaient bâtir leur patrie. « Dire que le peuple tunisien doit disposer aujourd'hui de lui-même équivaut à ne rien dire, car en l'état des mœurs, de la culture et de la structure politique il n'y a pas plus, à cette heure, de peuple tunisien qu'il n'y avait de peuple français dans la France du XIII^e siècle » (56).

C'était bien en effet sur le futur, c'est-à-dire sur la capacité du nationalisme à l'assumer, que portait le débat.

Comment s'expliquent les manifestations d'opposition au Protectorat pour les socialistes ? Le Docteur Cattani l'avait déjà dit avant 1914 (57), c'est la prépondérance française qui a créé le patriotisme musulman. A l'occasion d'une souscription pour l'érection d'un monument à la mémoire de De Carnières, Durel invite ironiquement les destouriens à verser leur obole, car c'est lui qui leur a donné une patrie. « La patrie ? qui donc en avait la moindre idée, dans la foule de turbans et de chéchias au temps heureux de l'autocratie beylicale ? » (58). Sur un ton mordant, coléreux ou attristé, la remarque revient souvent.

D'un point de vue différent et dans un but contraire, Habib Bourguiba ne fait-il pas le même constat, en énonçant l'alternative qui se pose aux Tunisiens, l'absorption ou l'émancipation ? « S'agit-il d'un pays sans vitalité, d'un peuple dégénéré qui décline, réduit à n'être plus qu'une « poussière d'individus », qu'un « ramassis de peuples », c'est la déchéance qui l'attend, c'est l'absorption progressive, l'assimilation, en un mot, la disparition totale et inéluctable. « S'agit-il au contraire, d'un peuple sain, vigoureux que les compétitions internationales ou une crise momentanée ont forcé à accepter la tutelle d'un Etat fort, la situation nécessairement inférieure qui lui est faite, le contact d'une civilisation plus avancée déterminent en lui une réaction salutaire sous l'aiguillon de la nécessité qui se confond en l'espèce avec l'instinct de conservation, il entre résolument dans la voie du progrès, il brûle les étapes ; une véritable régénération se produit en lui ; et grâce à une judicieuse assimilation des principes et des méthodes de cette civilisation, il arrivera fatalement à réaliser par étapes son émancipation définitive. L'avenir dira si le peuple tunisien appartient à l'une ou à l'autre catégorie » (59).

La thèse socialiste est pauvre. Elle se contente de répéter les critiques schématiques contre la bourgeoisie et les féodaux tunisiens. Les « féodaux », c'est-à-dire les propriétaires terriens, les grandes familles ainsi que le « clergé » n'ont-ils pas accepté le Protectorat ? Aucune analyse non plus de

(56) In DUREL, *op. cit.*, p. 14. Les analogies avec le Parti communiste sont frappantes. La Fédération d'Alger porte le même jugement, presque dans les mêmes formes sur la société algérienne. Il n'existe pas de mouvement révolutionnaire national « mais tout au plus une certaine survivance de sentiments nationaux, sous forme de coutumes religieuses, civiles et familiales arriérées et d'une traditionnelle idéologie ancestrale... L'Afrique est un pays où prédomine la vie familiale et patriarcale et dans lequel nous sommes tenus de lutter contre les éléments réactionnaires et moyenâgeux... » in AGERON, *op. cit.*, p. 16.

(57) Cf. notre étude en collaboration avec P. SOUMILLE : « Le Congrès radical et radical socialiste de Tunis en 1906 ». A paraître in *Le mouvement social*, 1973.

(58) T.S. du 28 juillet 1929, sur ce même thème, voir également les n^{os} des 22 octobre 1925, 29 mai 1929, 5 mars 1931.

(59) *La Voix du Tunisien* du 23 février 1931.

cette bourgeoisie colonisée si variée. On ne distingue pas entre la vieille classe citadine et les groupes nouveaux liés au développement du Protectorat.

La description de l'intelligentsia tunisienne qui fournit les dirigeants du Destour puis surtout du Néo-Destour est décevante, car elle n'est que la répétition de clichés sur les « Jeunes-Tunisiens ». La culture occidentale qu'il a reçue, isole l'intellectuel de la masse « dont il souffre de se sentir moralement et intellectuellement assez différent, et des colonisateurs qui ne lui paraissent pas disposées à lui faire la place à laquelle il a droit. Sans cette situation, il est alors rejeté vers un nationalisme étroitement traditionaliste » (60).

Cette élite est-elle capable de diriger un mouvement national ? Pour les socialistes, la chose est d'autant moins possible que c'est sa propre faillite qui a rendu indispensable la colonisation. Selon Duran Angliviel, « si nous restons fidèles au principe du protectorat, quelle que soit la tare impérialiste qui marque ce système, c'est qu'il est cent fois préférable à l'hégémonie bourgeoise des grandes familles tunisiennes » (61). Le Docteur Cattan, lui, rappelle le scandale du khammessat et critique la classe dominante qui revendique pour elle seule les droits de l'Homme, au lieu de demander une justice plus grande pour son peuple ». Reproche fréquent, que l'on trouve bien avant la première guerre dans la presse socialiste ou dans une philippique passionnée de Vigné d'Octon contre les « Jeunes Tunisiens » (62). La colonisation tire donc sa légitimité de la carence de la bourgeoisie musulmane qui n'a pas accompli la tâche qui lui est dévolue, tâche de libération individuelle, morale, économique des malheureux encore ligotés dans des servitudes moyenâgeuses (63). En 1931 encore, le même auteur, répondant à une campagne nationaliste, montre qu'il ne voit « aucune proposition nette destinée à faire évoluer la population indigène vers un état social meilleur, aucune idée d'organisation économique, aucun effort pour libérer l'esprit populaire de la soumission atavique aux puissants. Aucun plan de réformes destinées à transformer une société qui marque le pas ». Il ne voit que les réclamations d'une bourgeoisie qui n'a pas su assumer ses fonctions, et « la colonisation a dû la remplacer dans cette tâche » (64). Souvent aussi, la jeunesse est invitée à aider les socialistes dans leur œuvre d'émancipation plutôt que de gaspiller son énergie dans des actions inutiles.

Au reste, ces bourgeois sont-ils décidés à mener jusqu'au bout la lutte nationale ? Dans un curieux article, Nomane, en 1926, pouvait montrer que le Destour était complice de l'impérialisme. Ses revendications se limitent à récupérer quelques brides du pouvoir que la bourgeoisie exerçait seule

(60) T.S., 2 juin 1936. Pour une analyse du rôle de l'intelligentsia, voir Mohammed CHÉRIF. — Rapports concernant les pays arabes in *Mouvement nationaux d'indépendance et classes populaires aux XIX^e et XX^e siècles en Occident et en Orient*. Tome II, Paris, Colin, 1971 et SRAÏEB N., « Le collège Sadiki de Tunis ». A.A.N. (X), 1971, pp. 103 sq.

(61) T.S. 15 décembre 1924.

(62) VIGNÉ D'OCTON. — *La sueur du burnous*. Ed. La Guerre Sociale, 1911. L'argument a été également utilisé par De Carnières au Congrès de l'Afrique du Nord de 1906 et au Grand Conseil à plusieurs reprises.

(63) T.S., 21 janvier 1931.

(64) T.S., 16 janvier 1931.

autrefois et dont elle a été dépouillée. En effet, refusant de s'allier au peuple pour préserver ses intérêts de classe, l'élite doit se contenter de quelques réformes et elle constitue un allié de tout repos du colonialisme. « On la laisse même demander l'indépendance complète sans s'inquiéter outre mesure de cette rodomontade. Mais l'on sait de source sûre que c'est pour rire et qu'elle est la première à souhaiter le maintien du régime de haut capitalisme dont elle profite, et sans lequel elle ne pourrait vivre et prospérer », car elle a besoin de la tutelle colonialiste pour se protéger de son prolétariat. Inversement, il y a identité des revendications des prolétaires colonisés et de celles des pays impérialistes (65). On le voit, ces arguments ne sont rien d'autre qu'une certaine conception schématique du marxisme, à laquelle s'ajoute la part de subjectivité qui est de bonne guerre dans les polémiques. Mais, pour l'historien, ce qui frappe surtout, c'est la pauvreté des analyses de la société tunisienne et du mouvement national.

Comment apparaît en effet le destourien moyen ? Durel fait le portrait type du secrétaire du parti dans une petite ville. « C'est un pauvre diable de gargotier, riche en femmes (il en a 5 ou 6) mais démuné de pécule et au surplus complètement illettré. Les membres de la section sont des khammès, locataires de gourbis, et qui travaillent au prix où l'on travaille dans ces métiers ». Comment voient-ils leur libération ? Ils croient tous à un miracle qui permettrait à la France de partir, mais ils s'avèrent incapables d'une pensée rationnelle. « A ce peuple assis au bord de la route et qui regarde passer les autres, il faut dire : lève-toi et marche. C'est là la tâche de la France » (66).

Les nationalistes sont capables tout au plus de pousser une foule ignorante vers l'illégalité et la violence, répétant un nouveau Djellaz qui serait suivi d'une nouvelle répression.

Des formes de lutte comme l'insurrection, la révolution semblent inconcevables. Seule la révolte, c'est-à-dire l'émeute brutale d'une masse aveuglée par la haine et la xénophobie est possible. Les socialistes n'aiment guère les mouvements de foules musulmanes car ils n'y voient que l'agitation d'une populace. De telles agitations sont vouées à l'échec et ne font qu'aggraver l'hostilité des communautés (67). Au mieux, la Tunisie réussirait à chasser un maître au profit d'un autre. Les socialistes pensaient bien entendu à l'Italie fasciste, dont la domination ne serait pas un progrès. La disparition de la colonisation française est également impossible économiquement : en cas de départ des colons, il faudrait bien faire appel à des étrangers pour réparer les rouages faussés et faire marcher la machine. Sans quoi, « ce serait la famine, les usines tomberaient en ruines, les locomotives se rouilleraient dans les gares, le lentisque envahirait les terres abandonnées... » (68).

En conclusion, le nationalisme s'appuie sur le fanatisme religieux et le

(65) T.S., 31 octobre 1926.

(66) T.S., 16 février 1925.

(67) Cf. AGERON, *op. cit.*, p. 14. Communistes et socialistes ont les mêmes attitudes sur ce point. Les stéréotypes coloniaux sont plus puissants que la doctrine.

(68) T.S., 16 février 1925.

traditionnalisme culturel (69), le conservatisme de sa direction bourgeoise, la violence et la xénophobie des adhérents. Il ne peut donc qu'être vigoureusement condamné. Tout au plus distingue-t-on une évolution entre 1919 et 1931. Au début, on dénonce sans nuance le « nationalisme haineux et menteur de quelques masques qu'il se recouvre, masque français ou masque panislamique » (70). En 1931 cependant, le Congrès interfédéral d'Afrique du Nord tient à préciser que « dans la lutte engagée contre tous les nationalismes, il ne saurait confondre nationalisme indigène, qui n'est surtout qu'une réaction spontanée et naturelle contre l'oppression, avec les nationalismes d'Europe ou d'Amérique, qui expriment une volonté d'impérialisme et d'exploitation » (71). Quoi qu'il en soit, condamnation sans nuance ou avec les circonstances atténuantes, les socialistes ne croyaient pas dans l'avenir du nationalisme tunisien (72).

Quelle solution proposaient-ils ? L'indépendance de la Tunisie étant irréalisable, seule une colonisation socialiste pouvait apporter le progrès. L'eurocentrisme des militants de l'époque ne leur permettait guère de concevoir une autre évolution que celle qu'ils proposaient au Conseil National de la S.F.I.O. en 1928.

« La colonisation n'est pas autre chose qu'un mode de rayonnement de l'activité humaine ; la colonisation c'est le triomphe de la mobilité.

« Le peuple qui a été plus rapide qu'un autre, qui a marché plus vite que l'autre, a colonisé l'autre. Cela, c'est une vérité historique, elle est antérieure au socialisme et à toutes ses affirmations. C'est par la colonisation que la civilisation s'est répandue, c'est par la colonisation que tous les groupements humains se sont constitués ; c'est par la colonisation que le progrès humain a été réalisé... Autour de la mer gréco-latine, les droits de l'Homme, la Cité, la République, la Patrie sont nés. Tout cela est une pensée occidentale et, des plus grands événements qui secouent le monde, le plus émuant à cette heure, c'est la colonisation du monde entier par la pensée occidentale.

« Ecoutez camarades ! Lorsque les foules opprimées veulent s'affranchir du joug qu'elles sentent que l'impérialisme européen fait peser sur elles, de quels principes se réclament-elles, sinon des nôtres ?

« Et lorsque nous enseignons la libération socialiste, que faisons-nous que coloniser leurs cerveaux à une pensée d'occident ?...

« Ces choses neuves qu'ils demandent aujourd'hui : une cité, une patrie, ils n'ont même pas de mots dans leur langue qui les expriment. Ils les demandent avec les mots que des hommes d'Europe leur ont appris, ils les demandent au nom d'un idéal que nous leur avons enseigné...

« La colonisation est donc une chose naturelle et bonne en soi puisque créatrice de richesses matérielles et morales et si nous condamnons la colonisation capitaliste, fondée sur l'exploitation des indigènes, nous devons promouvoir une colonisation socialiste qui les affranchira en faisant d'eux des hommes qui seront nos égaux... » (73).

(69) Les dirigeants du Néo-Destour, résolument laïques dans leur grande majorité, utilisèrent pourtant les motivations religieuses très profondes de la masse pour lutter contre les naturalisations, contre le Congrès Eucharistique... Par exemple, un adhérent au Parti devait prêter un serment religieux. Attitude qui était incompréhensible pour un laïque européen. Comment préparer l'avenir en s'appuyant sur l'ignorance et le fanatisme ? Tactique inquiétante, car elle donnait une allure xénophobe aux manifestations nationalistes et renforçait inévitablement les forces obscurantistes.

(70) In DUREL, *op. cit.*, p. 13 et 21.

(71) T.S., 28 décembre 1931.

(72) DURAN ANGLIVIEL in T.S. le 4 avril 1931.

(73) In DUREL, *op. cit.*, p. 7, 8 et 9.

Mais, rétorquera parfois le colonisé, ce progrès n'aurait-il pas été possible sans la colonisation ? N'y avait-il pas dans la Tunisie de 1881 des forces capables de développer la production, d'améliorer l'instruction, de transformer l'administration et l'Etat ? N'a-t-on pas poussé trop au noir le tableau de la situation précoloniale ? (74). Les socialistes ne lui laissent guère d'illusions, et rejettent comme mensonger le mythe de l'âge d'or décrit par Thaalbi, dans sa *Tunisie Martyre* (75). C'est sans la moindre gêne que *Tunis Socialiste* porte en exergue « notre présence en ce pays ne se justifie que si nous le civilisons » (76).

Pour préparer une Tunisie socialiste, la plus urgente des tâches est de lutter contre les privilèges des prépondérants, les humiliations des colonisés et d'instaurer l'égalité de tous dans la cité. Ce principe de base rejoignait la revendication de l'égalité, la première exprimée par les Tunisiens.

« Notre programme politique est basé sur la juste et forte idée de l'égalité franco-tunisienne.

« Dans ce pays, aucun système fondé sur le privilège ou la prépondérance d'un élément sur l'autre ne saurait être admis. Il n'y a ni conquérant ni conquis ; la France est ici l'amie attentive, le guide éclairé, la sœur aînée de la Tunisie, mais ce droit d'aînesse, s'il lui confère un droit de contrôle général confié à des agents et à des rouages spéciaux, ne saurait conférer à ses nationaux des privilèges propres ou une prépondérance individuelle sur les nationaux tunisiens. Les rapports entre les personnes et les collectivités franco-tunisiennes, les rapports des deux collectivités avec l'Etat doivent être dominés et régis par le principe de l'Egalité absolue dans les droits et dans les devoirs. Cette loi, d'essence démocratique, qui est à la base de la vie française devra être la clé de voûte de l'édifice franco-tunisien ; dans le creuset des intérêts franco-tunisiens se formera et se cimentera l'union tunisienne ». Tel était le programme établi par Hassan Guellati, Nomane, Essafi et des Français de la Fédération. Ce projet est régulièrement repris aussi bien contre les nationalistes tunisiens que les prépondérants français (77).

Avec l'égalité, il fallait encore apporter la liberté. « Le socialisme se doit d'apprendre d'abord à ce pays encore féodalisé le droit des individus à disposer d'eux-mêmes. Il faut émanciper avant tout l'individu de la double féodalité, spirituelle et financière, moyenâgeuse et moderne. Œuvre d'éducation et d'organisation tout à la fois. Il faut libérer les cerveaux, apprendre la vie politique et la gestion des affaires, faire en un mot d'un peuple de sujets un peuple de citoyens et il faut aussi donner au prolétariat les armes de son affranchissement ; voilà pourquoi trois revendications essentielles sont à la base de notre programme socialiste : l'Ecole, la Commune, le Syndicat.

« Par l'Ecole, par la Commune, par le Syndicat nous prétendons tout à la fois éduquer et organiser. Nous prétendons préparer en vérité, non en paroles, un peuple libre.

« Cette œuvre ne peut être menée à bien dès aujourd'hui que par l'étroite et sincère collaboration des éléments indigènes et français.

(74) Salah FARHAT in T.S., 13 avril 1931.

(75) Polémique entre DURAN ANGLIVIEL et Salah FARHAT. Une série d'articles publiés en octobre et en novembre 1927 par Eve NOHELLE reprenait le même thème.

(76) T.S., 5 janvier 1928.

(77) T.S., 28 août et 18 septembre 1921.

« Aussi faisons-nous de la collaboration, non pas une formule vague et hypocrite, mais la raison même de toute notre politique.

« Nous la voulons loyale et entière parce que nous espérons d'elle, pour un avenir dont nous ignorons la date, mais que notre bonne volonté doit hâter, la réconciliation et l'unité fraternelle des hommes de toute race » (78).

Cette émancipation, on le voit clairement, n'est pas une émancipation nationale, ni celle d'un groupe religieux ou racial aux dépens d'un autre, mais celle de l'individu. C'est bien la politique qu'a défendue le Docteur Cattán pendant sa longue carrière : « Au lieu de gouverner des communautés qui se jaloussent, il faut agir sur les individus. Mes amis, il ne tient qu'à vous d'obtenir ce que nous avons, méritez individuellement ces droits et vous les aurez », écrivait-il dans cet appel sans fard à une naturalisation massive des élites indigènes (79).

La libération des individus préparait le citoyen de la nouvelle patrie tunisienne qui se formait lentement.

« La France doit justifier sa présence en Tunisie en accomplissant dans ce pays sa mission historique.

« La mission historique de la France est une tâche d'émancipation des peuples et d'affranchissement humain. La tâche de la France consiste donc à hâter l'évolution qui amènera la Tunisie à sa pleine maturité politique et sociale.

« L'existence d'une élite du Travail et de la Pensée que recrutent chaque jour l'Ecole et le Syndicat démontre la capacité d'évolution du peuple tunisien.

« Ce peuple tunisien doit devenir un peuple de citoyens libres et égaux en droits.

« Le Parti Socialiste s'engage à consacrer son énergie, sa force de propagande et sa puissance politique à l'avènement du jour où, sans distinction de race, de nationalité ou de religion vivra en Tunisie un peuple majeur, maître de ses droits et de ses destinées ».

Contre les nationalistes du Destour, qui s'attachaient à une patrie uniquement musulmane, il fallait rappeler en février 1925 que pour le Parti Socialiste :

« Ce peuple majeur, maître de ses droits et de ses destinées dont il souhaite et poursuit l'avènement, ce n'est pas un peuple qui est à l'heure présente, c'est un peuple qui sera. Il entend donc par peuple tunisien, non pas tel ou tel des groupements musulman, juif, français ou italien dont la réunion incohérente fait proprement une poussière humaine, c'est-à-dire le contraire d'un peuple, mais bien plutôt le bloc homogène, l'esprit nouveau et fraternel, qui doit naître un jour du rapprochement et de l'interpénétration de ces groupements aujourd'hui séparés et hostiles...

Le Parti Socialiste croit que cette fusion des races, de cultures et de moralités inégales dans le creuset d'une civilisation supérieure est souhaitable et qu'elle est possible » (80).

Ce thème, constamment répété dans les congrès et presque quotidiennement dans la presse est aujourd'hui cruellement démenti par l'évolution de l'Afrique du Nord.

Il est évident que cette fusion des divers groupes ne pouvait guère se faire que par la conquête de la culture et de la langue françaises, c'est-à-dire par une absorption (81). En effet, elle seule est synonyme de progrès, comme le montre Cattán, niant que l'Islam soit indélébile et qu'il faille faire évoluer

(78) In DUREL, *op. cit.*, p. 15.

(79) CATTÁN in *T.S.*, 4 juin 1922.

(80) In DUREL, *op. cit.*, p. 10 à 13.

(81) NOMANE in *T.S.*, 15 octobre 1926.

les indigènes dans leur propre civilisation, comme le prétendent les partisans de la colonisation capitaliste et les hauts fonctionnaires de Tunisie.

Et *Tunis Socialiste* s'oppose fréquemment à la « fiction officielle du protectorat » (82), alors que les destouriens s'acharnent à exiger le respect des traités, seule garantie selon eux contre la disparition de leur individualité. Le journal établit aussi des parallèles inquiétants entre la Tunisie et l'Alsace, pour regretter la bienveillance gouvernementale à l'égard de leur originalités, et suggérer l'application des lois françaises (83).

Le Congrès de l'Internationale en 1928 offre aux socialistes de Tunisie l'occasion de critiquer le soutien aux mouvements nationaux affirmé dans la résolution proposée par l'Exécutif. La délégation du parti français envoyée à Bruxelles compte des militants proches des positions de la Fédération du Protectorat : Longuet, Lagrosillière, Fontanier et Stéphaney. Ce dernier, qui a séjourné dans la Régence, a fait ajouter certains passages au projet initial qui prévoyait « la complète libération du joug étranger pour les peuples ayant, dès à présent, atteint la condition d'une civilisation moderne et indépendante ». A cette possibilité du droit au divorce, Stéphaney a fait joindre celle du droit au mariage, c'est-à-dire « s'ils le désirent, l'assimilation, avec les droits égaux à ceux des citoyens de la métropole » (84). C'est bien là le souhait d'une forte partie de la S.F.I.O. tunisienne, qui désirait « une annexion faisant de la Tunisie un département où tous les Français, tous les habitants, sans distinction de race ou de religion seraient égaux » (85). Certes, d'autres choix sont laissés, parfois même, la tentation autonomiste de type créole se fait jour, en cas de difficultés viticoles surtout (86).

Quant à une éventuelle émancipation sous contrôle international, le journal ne l'envisage pas, pas plus qu'il n'envisage une mise en valeur commune par les états d'Europe. *Tunis Socialiste* se contente de publier à ce sujet la motion du congrès de la Ligue des Droits de l'Homme (87), ainsi qu'une proposition de Zyromski dans la presse du parti et à un congrès, sans faire de commentaire (88).

Pour expliquer cet acharnement à maintenir la Tunisie dans l'orbite française, il faut insister une fois encore sur la croyance que toute nouveauté, et en particulier la fin de la société capitaliste, venait d'Occident. C'est en Europe seulement que la révolution peut éclater, et c'est elle qui l'étendra au monde. « Ceux qui accepteront franchement et loyalement l'application de la socialisation récupéreront leur pleine et entière indépendance. Les autres, qui se laisseront mener par leur bourgeoisie, subiront la socialisation

(82) T.S., 16 avril 1926.

(83) T.S., 25 mai 1928.

(84) T.S., 29 août 1928.

(85) T.S., 16 août 1924.

(86) Cf. Jacques DENIS in T.S. le 26 octobre 1926, où il compare la Tunisie avec le Canada et l'Australie, sans guère se soucier de l'existence des Tunisiens. On retrouve là un thème classique de la pensée coloniale.

(87) T.S., 30 septembre 1926 et 10 mai 1931.

(88) La proposition de Zyromski date de 1926. Voir également T.S. du 15 juin 1926 où est publié le texte voté par le Congrès National de Clermont-Ferrand, qui prévoit la création d'un organisme international contrôlant l'émancipation. Cf. également M. SEMIDEI, *op. cit.*, p. 1144, note 94.

par la dictature du prolétariat » (89). Cette révolution, elle semblait proche à beaucoup, surtout à partir de 1929 puis de 1936, qui annonçaient, croyaient-ils la fin du vieux monde.

Pourtant, dans le Protectorat, un mouvement national, nouveau par ses hommes et par ses méthodes, préparait l'avenir (90). Sensibles à des changements de ton et de style du côté indigène, les socialistes qui en étaient souvent irrités et déroutés, ne percevaient pas clairement la profondeur des mutations en cours (91).

Contre la prophétie d'une lutte des classes imitée de l'Europe, deux conceptions qui se réclament également du modernisme ont été avancées : celle de Tahar Haddad et celle du Néo-Destour.

Pour Tahar Haddad (92), « la révolution mondiale préchée en Europe et qui signifie lutte des classes apparaît à l'évidence dénuée de toute signification dans un pays comme la Tunisie où la société ne recèle pas de force révolutionnaire ». Accordant la primauté à la nation et à sa libération, il propose une alliance de toutes les classes. « Toute nation qui ne tire pas sa force d'elle-même... ne saurait réaliser ses espoirs ».

Pour le Néo-Destour, une action autonome de la classe ouvrière était même inadmissible, car elle dissociait les forces vives dans leur lutte pour « reconstituer un peuple ayant conscience de sa personnalité » (93).

Seule une minorité de militants socialistes a décelé les transformations qui se produisaient dans la population indigène.

Egide Bivona, cheminot révoqué et permanent du syndicat, désapprouve les textes élaborés en 1919, 1925 et 1928. Pour lui, il existe en Tunisie un peuple de deux millions d'habitants, formé de musulmans. Il rappelle l'orthodoxie marxiste, en citant le *Manifeste*, et réclame une modification des passages de la résolution de 1928 dénonçant la théorie de l'évacuation — 7^e paragraphe — et accusant le nationalisme indigène de n'être inspiré que par la xénophobie et le fanatisme — 12^e paragraphe —. Mais il est isolé, et Duran Angliviel, l'un des plus proches des destouriens pourtant (94), critique « la Jeune Tunisie (sic) dont il semble qu'elle réclame l'indépendance et l'autonomie de la Tunisie. A nous même, qui sommes sur place, il nous est difficile de dire ce qu'est ce mouvement et où il veut en venir. Il n'y a pas dans ce

(89) NOMANE in T.S., 31 mars 1932. Cf. Paul FAURE cité par F. ANTONNELLI dans les *Annales Coloniales*, in T.S. le 28 janvier 1931. « Lors que les forces révolutionnaires auraient remplacé au pouvoir la bourgeoisie, ce serait moins que jamais le moment de parler d'évacuation. Pourquoi ? Mais parce que la France révolutionnaire apporterait à son empire colonial non plus l'oppression mais la libération ».

(90) BERQUE. — *Le Maghreb entre les deux guerres*. Le Seuil, pp. 225 sq., montre bien la nouaison des années 1930, tournant décisif.

(91) Ces changements sont très sensibles à la lecture de T.S. à partir de 1930. Ils se manifestent dans l'affaire des naturalisés en 1933. Le 20 avril 1933, Duran Angliviel reconnaît dans un article que « la naturalisation froisse le sens national des Tunisiens qui someillaient, il y a dix ans, au point qu'on pouvait douter de son existence ».

(92) Cf. traduction de certains passages de « 4 ouvriers tunisiens et l'émergence du mouvement ouvrier », in Anouar ADEL MALEK, *La pensée politique arabe contemporaine*. Le Seuil, 1970, pp. 235-239.

(93) Cf. *l'Action* du 22 janvier 1938, cf. également CHÉRIF M., *op. cit.*, p. 26 et sq., ainsi que les *Documents pour servir à l'Histoire du Nationalisme*. C.D.N., Tunis.

(94) A Tunis, une rue porte son nom, il en est de même pour Eve Nohelle.

mouvement nouveau d'unité, d'harmonie ni de programme ». Pour lui ce nationalisme n'est que « la forme d'un mécontentement ». Contre Bivona, il rappelle que « nous n'avons pas, nous socialistes, à nous préoccuper du problème politique de la libération des peuples, mais du problème économique et social de l'affranchissement de l'individu. Faisons des hommes, les peuples se formeront tout seuls » (95).

A cela Bourguiba pouvait riposter, quelques années plus tard, « le Destour... a mis en échec la politique d'assimilation et de dénationalisation des Tunisiens. Il a réussi à insuffler une âme collective à cette « poussière d'individus » (96) et en a fait un peuple ayant conscience de sa personnalité et de ses droits (97). La situation avait évolué depuis 1933, où le même homme doutait de l'avenir.

Il y a manifestement un blocage de la pensée socialiste en matière coloniale. Le Front populaire va favoriser un raidissement, dû sans doute à la peur d'être considéré comme un gérant déloyal de la colonisation. Aux revendications du Néo-Destour, Duran Angliviel ripostera vigoureusement que « le gouvernement du Front Populaire, à l'égard de la Tunisie est lié comme ses prédécesseurs par le Traité du Bardo et la Convention de la Marsa... Je suis certain que, même un gouvernement français socialiste, ne renoncera pas à la formule du Protectorat » (98). Les Congrès de 1936 à 1939 répèteront les analyses de 1919.

L'ironie de l'histoire veut que, au moment même où les mouvements d'émancipation indigènes exigeaient une révision de ces jugements, par un grand tournant, l'aile gauche du mouvement ouvrier ralliait les positions de la social-démocratie qu'elle n'avait cessé d'accuser d'opportunisme depuis près de vingt ans.

« La revendication fondamentale de notre parti communiste concernant les peuples coloniaux reste la libre disposition du droit à l'indépendance. Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens qui nous ont approuvés, que le droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de divorcer. Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, sous le joug de Mussolini ou de Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opérations pour le Japon militariste.

« Créer les conditions de cette union libre, consciente et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ? » (99).

Pour justifier théoriquement ce complet renversement de sa doctrine coloniale, le Parti communiste utilisait les mêmes arguments que ceux, déjà

(95) Compte rendu du Congrès interfédéral de décembre 1931 in *T.S.* le 27 décembre 1931. Les autres interventions condamnent également l'attitude de Bivona.

(96) Il s'agit de l'expression de Durel.

(97) *Action Tunisienne* du 22 janvier 1938. Cependant cette cohésion n'est pas parfaite. Les ouvriers surtout semblent encore subir l'influence du syndicalisme français, cf. L. VALENSI. — « Mouvement ouvrier et mouvement national » et A. M. CHÉRIFF, in « Rapports concernant les pays arabes » in *Mouvements nationaux*, op. cit.

(98) *T.S.*, 21 février 1937.

(99) Extrait de Maurice Thorez au Congrès du P.C.F. d'Arles tenu du 25 au 29 décembre 1937.

vieillis de la S.F.I.O. : l'indépendance de la Tunisie, réclamée par la bourgeoisie indigène, était impossible, et son avenir était lié à celui d'une France démocratique qui la ferait bénéficier de sa révolution. A court terme, de telles positions entraînèrent l'échec de la première expérience franco-tunisienne. A long terme, et plus gravement, c'était la condamnation du marxisme qui vécut à contre courant pendant les années décisives de la lutte nationale (100).

C. LIAUZU *.

(100) La Fédération socialiste de Tunisie, en 1949, a dressé un programme de réformes approuvées par le Congrès National du Parti. Il s'agit d'une révision de ses positions, après l'échec du ministère Kaak en 1947.

Le Congrès de décembre 1949 déclare que la Tunisie a « sa place marquée, avec le statut d'Etat associé, l'amenant par étapes rapides à l'indépendance au sein d'un ensemble constitué autour de la France, grâce auquel les Tunisiens seraient amenés à assumer par eux-mêmes et effectivement dans la forme démocratique la charge de leurs propres affaires ».

C'est la question la plus audacieuse prise par le Parti Socialiste en matière coloniale, cf. à ce sujet JULIEN, *op. cit.*

Que l'initiative provienne d'une fédération nord-africaine, montre que le socialisme colonial était capable de faire un grand tournant. Il le fit aux dépens de son influence dans la colonie française, en choisissant délibérément de devenir une « patrouille perdue de libéraux », selon l'expression du Secrétaire fédéral, le Docteur Cohen-Hadria.

* Maître-Assistant à la Faculté des Lettres de Tunis.